# Rapport d'Orientation Budgétaire 2024
Conseil municipal du 9 Février 2024

## SOMMAIRE :

1) Le débat d'orientation budgétaire

2) Le contexte d'élaboration du budget

   a. Les perspectives de l'économie nationale et internationale
   b. Les éléments financiers de la COMPA

3) Le budget d'Oudon : la situation au 31/12/2023

4) Le budget d'Oudon : les grandes orientations budgétaires pluriannuelles

# 1. Le débat d'orientation budgétaire

Le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) constitue une étape importante du cycle budgétaire annuel des collectivités publiques. Il permet de discuter des orientations budgétaires et d'informer les élus sur sa situation financière. Il s'appuie sur ce présent Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB) qui doit préciser les orientations budgétaires pour l'année à venir, les engagements pluriannuels envisagés et la structure et gestion de la dette.

La tenue d'un débat portant sur les orientations générales du budget des collectivités territoriales est rendue obligatoire depuis la loi du 6 février 1992. La jurisprudence administrative rappelle que le DOB est une délibération à formalité substantielle : aucune délibération adoptant le budget primitif de la collectivité ne peut être tenue en amont de celui-ci sous peine d'être entachée de nullité.

Le DOB doit répondre à deux objectifs :

- L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de fonctionnement
- L'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette

Le DOB a été préparé entre autres par la Commission Finances en date du 25 janvier 2024.

Le vote du budget communal et des budgets annexes (Comptes administratifs, comptes de gestion et budgets primitifs) est programmé lors de la séance du Conseil municipal du 22 mars 2024. Les informations dans le présent document ont un caractère informatif.

Le présent ROB est transmis par la Commune au Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunal.

# 2. Le contexte d'élaboration du budget

## a) Les perspectives de l'économie nationale et internationale

Le rapport du FMI sur les perspectives de l'économie mondiale 2024 traite d'une reprise « cahoteuse ». Ainsi, en surface, l'économie mondiale semble se remettre progressivement des pandémies et des guerres. La Chine enregistre un rebond de son économie. L'augmentation des taux d'intérêts et le resserrement des banques centrales semblent avoir porté leurs fruits à l'image de la baisse de l'inflation. Le FMI dispose donc de projection de croissance de 3% et d'un rebond prévu en zone euro en 2024.

En Europe, les Etats ont su rapidement diversifier leurs sources d'approvisionnement en gaz naturel et en GNL. La consommation a été maîtrisée du fait d'une météo favorable mais aussi par des économies d'énergie. Côté pétrole, la reprise de l'économie chinoise, la reprise du trafic aérien, et une offre contrainte de l'OPEP seraient en mesure de réguler le prix du baril vers la baisse.

Le prix des matières premières a connu aussi une diminution même si les prix sont encore en deçà des prix d'avant Covid. La baisse et la mise à disposition des semi-conducteurs sont à même de relancer l'industrie en particulier l'automobile européenne.

Il y a d'avantage lieu de s'inquiéter sur le resserrement des politiques monétaires ces douze derniers mois qui commence à avoir des effets négatifs sur les marchés financiers. Ainsi, après une longue période d'inflation modérée et des taux d'intérêt particulièrement bas, l'intervention des banques centrales a provoqué des pertes considérables sur les actifs à long terme à revenu fixe.

Ce durcissement de la politique monétaire s'associe généralement à un risque de liquidité plus élevé du fait de la dépréciation de ces actifs, ce qui a eu pour conséquence la fragilisation de différentes banques dont la SVB ou FR (Banques américaines) ou le crédit suisse. Cette situation a eu pour conséquence une hausse certaine des taux d'intérêts. Il en est pour preuve le taux Euribor qui connait une progression manifeste.

Le contexte mondial est particulièrement volatile et hautement fragilisé dans le secteur financier. En ce sens, les évolutions du PIB liées à la construction du Projet de Loi de Finance (PLF) 2024 de la France entrevoient donc un rebond de sortie de crise mais limité.

Ce PLF 2024 prévoit des concours financiers de l'Etat en progression de 1,1 Mrd d'euros sur un an, hors mesures exceptionnelles. Parmi ces concours financiers, l'enveloppe nationale de Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) est portée à 27,145 Mds d'euros pour 2024, suite à un nouvel abondement, pour la deuxième année consécutive, cependant limité pour 2024 à 220 M€, contre 320 M€ l'année dernière.

Ces 220 M€ de DGF sont fléchés pour :

- 90 M€ vers la progression de la Dotation de Solidarité Urbaine
- 100 M€ vers la Dotation de Solidarité Rurale (dont 60% mini pour la fraction péréquation)
- 30 M€ pour la progression de la dotation d'intercommunalité.

Le PLF insiste plus particulièrement cette année sur le verdissement des budgets locaux et des dotations.

Le fonds vert à destination des collectivités locales, notamment orienté pour 20% sur le financement de l'axe de rénovation thermique des écoles posé comme priorité nationale, est alimenté par 2,5 Mds d'euros de crédits (contre 2 Mds en 2023).

Par ailleurs, il est précisé que 30 % des projets financés par la DSIL devront relever d'investissements favorables à l'environnement selon la méthodologie du budget vert. De même, 25 % pour les projets financés par la DETR et 20 % pour ceux financés par la DSID.

## b) Les éléments financiers de la COMPA

Lors de son DOB, le conseil communautaire de la COMPA, suite aux travaux de la Commission Finances et Moyens Techniques a pu prendre en considération les éléments suivants :

- La suppression totale de la TH sur les résidences principales
- La division par deux de la valeur locative foncière des établissements industriels
- La suppression de la CVAE à compter de 2023.

Nous pouvons noter une stabilité du soutien aux Communes :

- Attribution de compensation (AC)
- La dotation de solidarité communautaire (DST)
- Le fonds de concours (investissements)

Les avantages issus des prises de compétences non répercutées aux Communes :

- Contribution au SDIS
- Le transfert de compétence lecture publique
- Équipements aquatiques
- Les aires d'accueil des gens du voyage.

Retours sur les dernières décisions fiscales de la Collectivité

- L'instauration en 2022 d'un taux sur le foncier bâti de 2%
- La taxe GEMAPI : instauration de la taxe « milieux aquatiques »

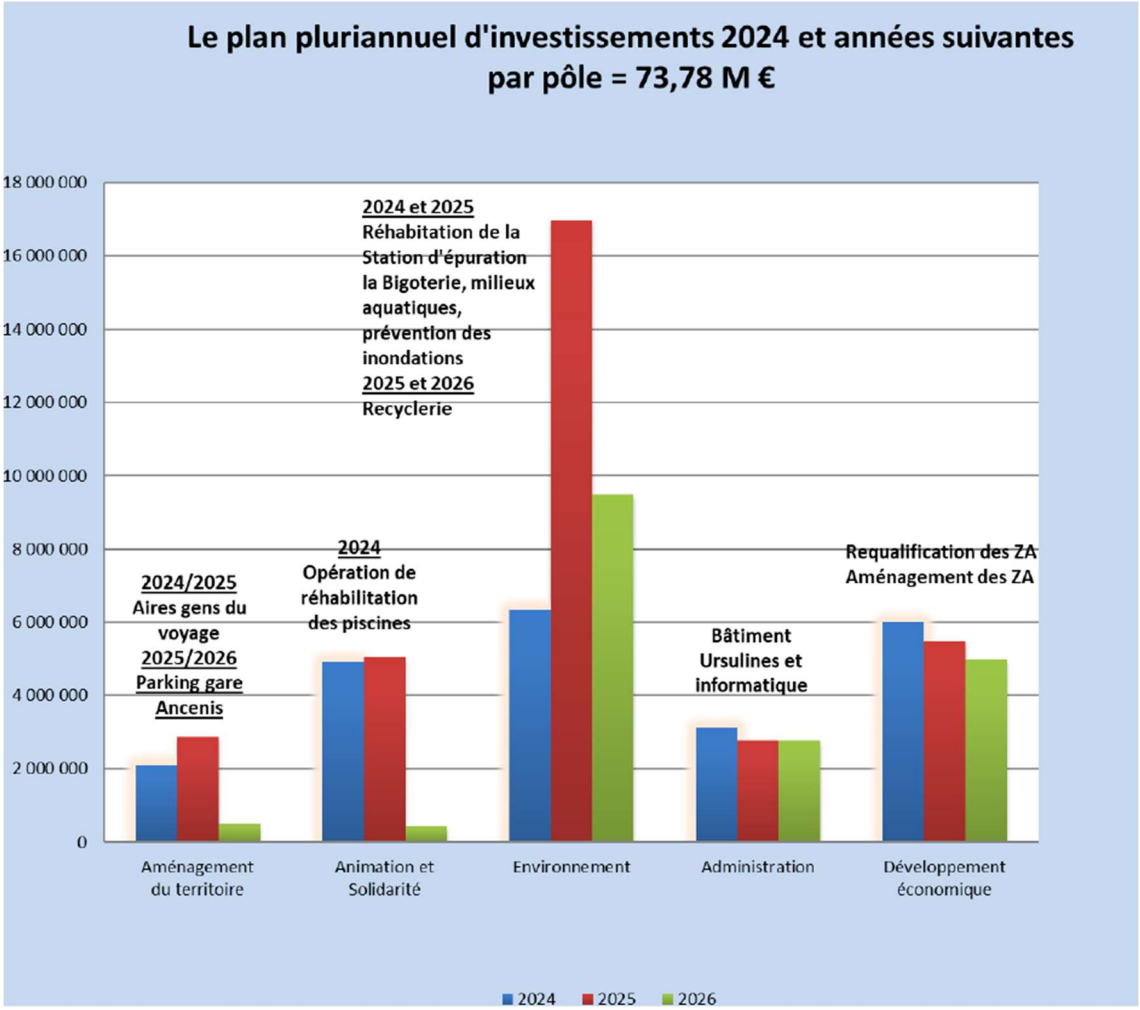
La collectivité est actuellement dans une dynamique de développement des autorisations de programmes.

La gestion en APCP, prévue à l'article L. 5217-10-7 du code général des collectivités territoriales (CGCT), constitue un mode de gestion et de planification du financement pluriannuel d'une dépense réelle d'investissement de la mairie (qu'il s'agisse de la construction d'un équipement, d'une subvention d'équipement à un tiers ou, le cas échéant, d'un ensemble cohérent de projets d'investissement).

Le Règlement budgétaire et financier adopté lors du présent Conseil détermine les règles de la collectivité pour le suivi des Autorisations de programme.

Il est envisagé de proposer au Conseil Communautaire pour le budget primitif 2024 la création supplémentaire de trois autorisations de programme concernant :

- Pour le pôle Environnement, la GEMAPI (gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations). Montant envisagé de 9,4 M€ de 2024 à 2028 (recettes : 7 M€) ;
- Pour le pôle Développement économique, la requalification des zones d'activités. Montant de 5M€ de 2024 à 2026 ;
- Pour le pôle Aménagement du territoire, le PIG (Programme d'Intérêt Général, travaux de rénovation énergétique) (montants et modalités à déterminer)



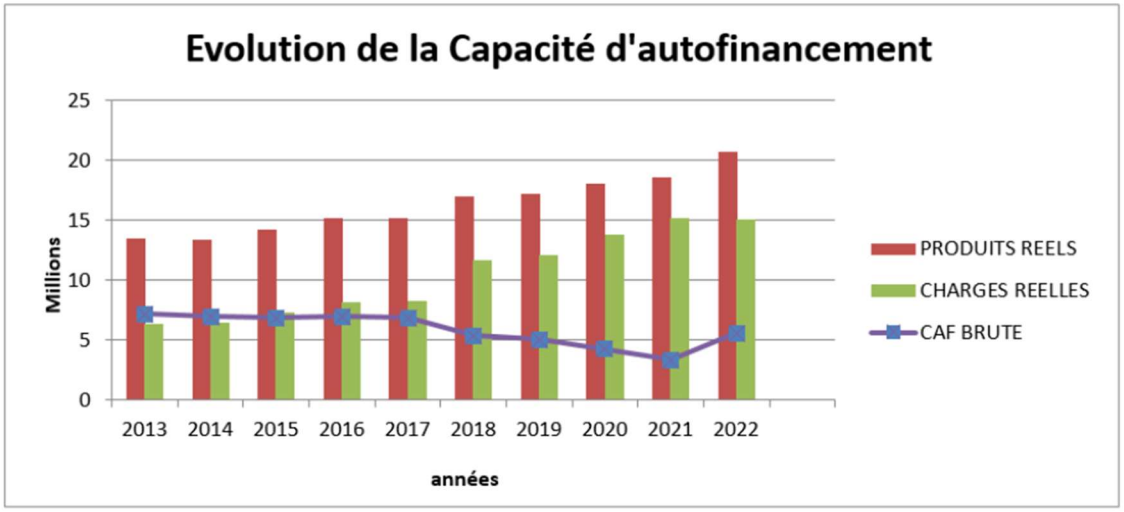
La situation de la COMPA par rapport à un échantillon d'intercommunalités régionales comparables nous apprend que :

- La COMPA conserve à peine plus de la moitié des recettes fiscales qu'elle lève. Cela tient au fait que le volume des reversements aux communes (AC+DSC) est particulièrement élevé sur le territoire : 44% de la dépense de l'EPCI.
- Le poids des AC en pourcentage de la fiscalité levée est 10% au-dessus de la moyenne de l'échantillon : 33 % contre 24 % en moyenne.
- La COMPA acquitte 112 €/hab d'AC contre 62 € en moyenne d'échantillon.

Trois flux financiers composent les relations financières entre la Communauté de Communes et les 20 communes :

- l'attribution de compensation (AC), pour 8 millions d'euros,
- la dotation de solidarité communautaire (DST), pour 4,5 millions d'euros,
- les fonds de concours (prévisions d'inscription de 2,4 millions d'euros en 2024).

Le niveau de la CAF (Capacité d'Auto-Financement) nette en euros par habitant a nettement remonté entre 2021 et 2022 : il est de 80 €/hab en 2022 contre 47 €/hab en 2021. Le graphique suivant donne les composantes de l'autofinancement :

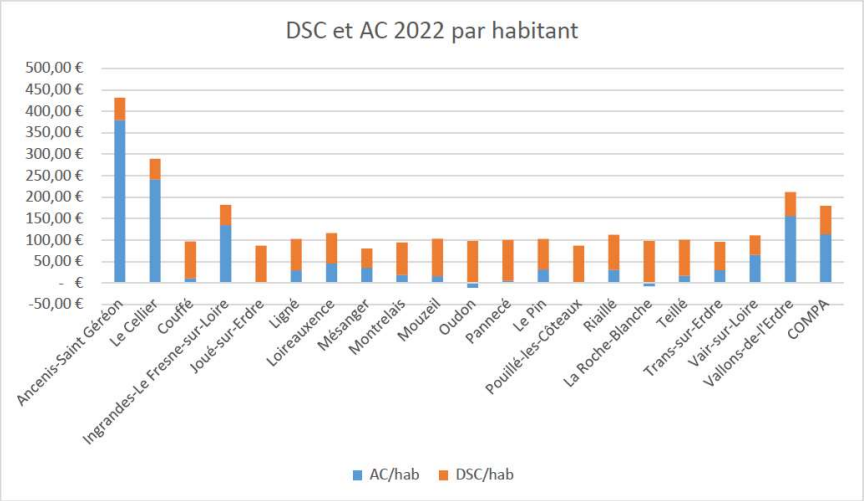



La Communauté de communes affiche à fin 2022 une situation financière plutôt confortable, qui s'est revigorée suite à l'optimisation des recettes fiscales : instauration de 2 points de TFPB. Le taux d'épargne brute retraité est repassé au-dessus des 20%.

Des réserves particulièrement fournies (fonds de roulement équivalent à près d'un an et demi de dépenses) ont permis à la collectivité de financer son investissement sans recourir à la dette, quasi absente de ses agrégats financiers. Dans un contexte haussier sur les taux d'intérêt, la purge progressive de ce fonds de roulement / excédents antérieurs doit être priorisée dans les modes de financement du PPI (Plan Pluriannuel d'Investissement) à soutenir.

L'année 2023, marquée par le développement des services et un plan de recrutement soutenu, pourra conduire à grignoter quelques marges. L'évolution possiblement plus dynamique des dépenses de fonctionnement par la suite (et notamment de la masse salariale si elle devait rester arrimée aux moyennes rétrospectives – hors année 2023) appelle, dans un contexte macro-économique caractérisé par les contraintes (inflation en décrue mais encore présente jusqu'en 2025), à une vigilance pour maintenir à moyen terme des ratios financiers confortables comme la COMPA a pu le démontrer sur la période récente.

La Commission Finances de la COMPA a par ailleurs prévu de revoir les montants de DSC, reversés aux Communes. Cette démarche est en lien avec une obligation réglementaire d'ajustement de certains critères et aussi à la demande de Oudon. Nous avons pu partager le graphique suivant avec les autres Communes et rappeler l'enjeu de revenir sur ces montants qui avaient été décidés en 2000.




## 3. Le budget d'Oudon : la situation au 31/12/2023

Les 2 tableaux suivants donnent une vision de l'atterrissage financier de 2023 (Compte Administratif provisoire – en cours de validation au Service de Gestion Comptable) :

| Fonctionnement dépenses | CA 2022 | BP 2023 | Commentaire | Projet CA 2023 | Taux d'exécution |
|---|---|---|---|---|---|
| 011 - Charges à caractère général | 855 231,98 | 1 080 675,00 | Energie, ADS, registres, alimentation ... | 961 970,86 | 89,02% |
| 012 - Charges de personnel et frais assimilés | 1 506 747,15 | 1 800 000,00 | création de poste/ RIFSEEP ... | 1 799 896,96 | 99,99% |
| 014 - Atténuations de produits | 46 944,00 | 77 401,00 | Dégrevements fiscalités - compensation | 74 376,00 | 96,09% |
| 022 - Dépenses imprévues ( fonctionnement ) | | | | 0,00 | |
| 023 - Virement à la section d'investissement | | 250 000,00 | | 0,00 | |
| 042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 124 865,88 | 208 500,00 | Amortissements | 245 511,82 | |
| 65 - Autres charges de gestion courante | 422 434,91 | 545 750,00 | Subvention Exceptionnelle Château | 482 210,51 | 88,36% |
| 66 - Charges financières | 36 526,56 | 43 000,00 | Nouvel emprunt | 40 424,40 | 94,01% |
| 67 - Charges exceptionnelles | 1,00 | 20 000,00 | Enveloppe | | |
| 68 - Provisions pour risques | 140,00 | 5 000,00 | | | |
| TOTAL | 2 992 891,48 | 4 030 326,00 | | 3 604 390,55 | |

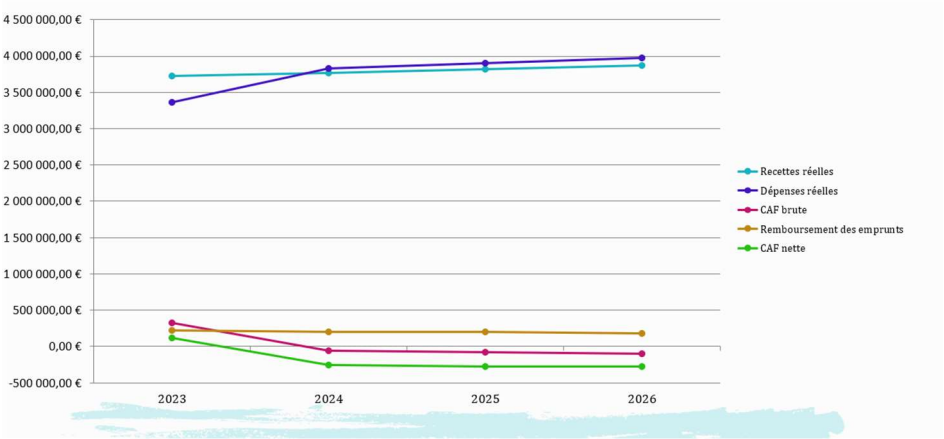
| | CA 2022 | BP 2023 | Commentaire | Projet CA 2023 | Taux d'exécution |
|---|---|---|---|---|---|
| 002 - Résultat de fonctionnement reporté | 275 807,20 | 529 560,77 | | 529 560,77 | |
| 013 - Atténuations de charges | 15 600,88 | 9 999,23 | Remboursement personnel ( tour et assurance) | 42 144,96 | |
| 042 - Opération d'ordre | 17 341,80 | | | | |
| 70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses | 240 660,49 | 245 350,00 | Restaurant scolaire + animations sportives | 293 195,39 | 119,50% |
| 73 - Impôts et taxes | 470 000,00 | 468 259,00 | nouvelle nomenclature comptable ( en 2022 - 470 000) | 467 703,00 | 99,88% |
| 731- Fiscalité locale | 1 555 479,88 | 1 699 455,00 | M 57 - augmentation des taux | 1 903 155,50 | 111,99% |
| 74 - Dotations, subventions et participations | 1 071 239,53 | 1 079 229,00 | | 965 315,52 | 89,44% |
| 75 - Autres produits de gestion courante | 24 236,25 | 48 473,00 | Location diverses | 42 890,54 | 88,48% |
| 76 - Produits financiers | 2,13 | | | 2,96 | |
| 77 - Produits exceptionnels | 2 084,09 | | | 41 391,48 | |
| TOTAL | 3 672 452,25 | 4 080 326,00 | | 4 285 360,12 | |

Le résultat de l'année s'établit dont à 681 000 €, stable par rapport à 2022.

Cependant, comme l'indique le graphique ci-dessous, passant de 509 049 € en 2022 à

330 277 € en 2023, soit en dessous du seuil que nous nous étions fixé d'avoir une CAF supérieure à 15 % des recettes de fonctionnement, soit 600 k€.

Nos dépenses de fonctionnement ont beaucoup plus vite progressé que nos recettes.




Pour 2024, l'excédent reporté va permettre à Oudon d'équilibrer son budget, mais nous atteignons un seuil d'alerte.

La Commission Finances invite à **remonter cet indicateur, dès le BP2024** et années à suivre. Dans le cadre du travail de la préparation budgétaire 2024, les élus vont devoir faire des choix afin de réduire les dépenses de fonctionnement.

En particulier, le choix du pourcentage d'augmentation du taux des taxes foncières est à débattre.

Les 2 tableaux suivants donnent une vision pluriannuelle, des dépenses et des recettes, de fonctionnement :

Recettes :

| | | 2023 | Evol | 2024 | Evol | 2025 | Evol | 2026 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges | 41 763,64 € | -4 % | 40 000,28 € | 0 % | 40 000,28 € | 0 % | 40 000,28 € |
| 70 | Produits des services, du domaine et ventes diverses | 292 455,39 € | 3 % | 301 850,00 € | 2 % | 306 733,00 € | 2 % | 312 867,66 € |
| 73 | Impôts et taxes | 2 343 457,50 € | 3 % | 2 418 000,00 € | 2 % | 2 466 360,00 € | 2 % | 2 515 686,40 € |
| 74 | Dotations, subventions et participations | 965 315,52 € | -1 % | 960 000,00 € | 0 % | 960 256,80 € | 0 % | 960 516,17 € |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 42 095,94 € | 7 % | 45 000,00 € | 1 % | 45 400,00 € | 1 % | 45 808,00 € |
| 76 | Produits financiers | 2,96 € | 0 % | 2,96 € | 0 % | 2,96 € | 0 % | 2,96 € |
| 77 | Produits exceptionnels | 40 555,14 € | -100 % | 0,00 € | 0 % | 0,00 € | 0 % | 0,00 € |
| | **Recettes réelles de fonctionnement** | **3 725 646,09 €** | **1 %** | **3 764 853,24 €** | **1 %** | **3 818 753,04 €** | **1 %** | **3 874 881,47 €** |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 14 036,34 € | 105 % | 28 800,00 € | 0 % | 28 800,00 € | 0 % | 28 800,00 € |
| | **Opérations d'ordre** | **14 036,34 €** | **105 %** | **28 800,00 €** | **0 %** | **28 800,00 €** | **0 %** | **28 800,00 €** |
| | **Total recettes de fonctionnement** | **3 739 682,43 €** | **1 %** | **3 793 653,24 €** | **1 %** | **3 847 553,04 €** | **1 %** | **3 903 681,47 €** |

Dépenses :

| | | 2023 | Evol | 2024 | Evol | 2025 | Evol | 2026 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | 961 970,86 € | 15 % | 1 102 380,00 € | 3 % | 1 135 451,40 € | 3 % | 1 169 514,94 € |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 1 799 896,96 € | 17 % | 2 099 999,90 € | 2 % | 2 141 999,90 € | 2 % | 2 184 839,90 € |
| 014 | Atténuations de produits | 74 376,00 € | 0 % | 74 376,00 € | 0 % | 74 376,00 € | 0 % | 74 376,00 € |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 482 210,51 € | 6 % | 508 930,00 € | 0 % | 508 930,00 € | 0 % | 508 930,00 € |
| 66 | Charges financières | 40 424,40 € | -1 % | 40 000,34 € | -9 % | 36 315,59 € | -10 % | 32 702,48 € |
| | **Dépenses réelles de fonctionnement** | **3 358 878,73 €** | **14 %** | **3 825 686,24 €** | **2 %** | **3 897 072,89 €** | **2 %** | **3 970 363,32 €** |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 245 511,82 € | -14 % | 210 000,00 € | 0 % | 210 000,00 € | 0 % | 210 000,00 € |
| | **Opérations d'ordre** | **245 511,82 €** | **-14 %** | **210 000,00 €** | **0 %** | **210 000,00 €** | **0 %** | **210 000,00 €** |
| | **Total dépenses de fonctionnement** | **3 604 390,55 €** | **12 %** | **4 035 686,24 €** | **2 %** | **4 107 072,89 €** | **2 %** | **4 180 363,32 €** |

Concernant les Charges de Personnel (chapitre 012), le BP24 prévoit une augmentation de 325 k€ par rapport à 2023. Les justifications sont données dans le tableau suivant :

| Explications des augmentations sur 2024 par rapport à 2023 | |
|---|---|
| Créations de poste (x2) au Service Technique | 80 000 € |
| Remplacement agent voirie | 36 000 € |
| Recrutement de la Resp. Pôle Moyens et Ressources (9 mois) | 36 000 € |
| Tuilage Comptable (suite départ à la retraite AFG) | 16 000 € |
| Emploi temporaire Pôle Amenagement | 10 000 € |
| Apprenti (Communication) | 16 800 € |
| Stagiaire à l'urbanisme | 4 000 € |
| Service COMPA Application Droit des Sols (ADS) (6 mois) | 20 000 € |
| RIFSEEP ( sur 6 mois) | 25 600 € |
| CIA | 20 600 € |
| 5 points majorés au 01/01/2024 | 27 000 € |
| CNRACL | 7 000 € |
| Prime pouvoir d'achat | 20 000 € |
| Indemnité de précarité | 6 000 € |
| **TOTAL** | **325 000 €** |

Les charges à caractère général (chapitre 011) devraient, elles aussi, fortement augmenter en 2024. Au-delà de l'inflation (prix des fluides et autres énergies et matériaux), ce sont également les dépenses demandées par les Commissions qui sont en forte hausse.

La Commission Finances demande que chacune des Commissions revoient leurs demandes 2024, pour les ajuster au mieux. Une réduction sera proposée pour orienter ces choix, toujours délicat à opérer. L'ajustement des dépenses de fonctionnement sera discuté en Commission Finances élargie du 22 février.

Concernant les recettes de fonctionnement 2024, il sera budgété une baisse très significative des Droits de mutation, -75 000 € en moins, du fait de la chute des demandes de permis de construire.

L'ensemble de ces éléments invitent donc à travailler le BP24 en détails et notamment à revenir sur le volet fiscalité.

## Fiscalité locale

Concernant la fiscalité, la Commission Finances s'était prononcée, en octobre dernier, pour une augmentation du taux de 2 %, soit un point en dessous des scénarios travaillés depuis le début de mandat. Il s'agissait alors de limiter cette augmentation, compte-tenu de l'inflation qui impacte les finances des ménages.

Cependant, au vu de la dégradation de la CAF brute, la Commission du 25 janvier a souhaité revenir sur ce cadrage et mettre en débat au Conseil un choix d'augmentation du taux, soit de 2%, soit de 3%.

Il est rappelé que le montant de taxe foncière était 22 % inférieur à Oudon que dans les autres communes de Loire-Atlantique et de même strate : 382 €/hab à Oudon, contre

467 €/hab pour la moyenne. Malgré l'augmentation du taux voté en 2023 (+8%), en 2023, nous resterons largement en dessous de la moyenne. Nous attendons les données officielles du Service de Gestion Comptable.

**Fiche financière 2022 (Strate 3500 → 5000 habitants)**

| | montant en € | Montant en € par habitant pour la catégorie démographique | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Commune | Département | Région | National |
| FONCTIONNEMENT | | | | | |
| **Total des produits de fonctionnement = A** | 3 334 100 | 847 | 1 146 | 1 037 | 1 127 |
| Produits de fonctionnement CAF | 3 314 973 | 842 | 1 117 | 1 010 | 1 094 |
| dont : Impôts locaux | 1 503 750 | 382 | 467 | 426 | 476 |
| Fiscalité reversée par les GFP | 345 314 | 88 | 166 | 129 | 145 |
| Autres impots et taxes | 129 472 | 33 | 77 | 62 | 85 |
| Dotation globale de fonctionnement | 811 340 | 206 | 175 | 180 | 150 |
| Autres dotations et participations | 259 900 | 66 | 107 | 92 | 98 |
| dont : FCTVA | 47 086 | 12 | 3 | 3 | 2 |
| Produits des services et du domaine | 240 660 | 61 | 83 | 80 | 86 |
| **Total des charges de fonctionnement = B** | 2 930 347 | 744 | 970 | 867 | 987 |
| Charges de fonctionnement CAF | 2 805 341 | 712 | 879 | 780 | 895 |
| dont : Charges de personnel (montant net) | 1 491 146 | 379 | 481 | 411 | 485 |
| Achat et charges externes (montants nets) | 842 462 | 214 | 258 | 237 | 269 |
| Charges financières | 36 527 | 9 | 12 | 12 | 17 |
| Subventions versées | 281 609 | 72 | 48 | 46 | 50 |
| Contingents | 22 735 | 6 | 42 | 35 | 29 |
| Résultat comptable = A - B = R | 403 754 | 103 | 176 | 170 | 141 |
| Capacité d'autofinancement brute = CAF | 509 633 | 129 | 239 | 230 | 199 |

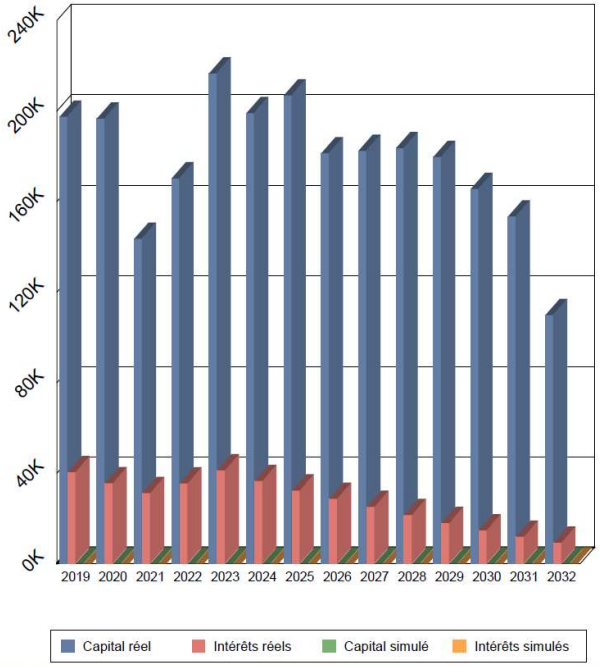
**- 22 %** **- 30 %** **- 27 %**

Le tableau suivant donne le gain de recette espéré pour la Commune, entre une augmentation de 2% et une augmentation de 3%. Dans ces calculs, une augmentation de 4,5 % des bases est appliquée : c'est le pourcentage communiqué par le gouvernement à toutes les Communes de France :

| Augmentation | Gain (en euros) / 2023 |
|---|---|
| + 2% | 80 336 € |
| + 3% | 93 119 € |

En complément à ce tableau, la Commission Finances a demandé s'il pouvait être présenté, lors du DOB, l'impact de ces deux scénarios sur une feuille d'imposition moyenne.

Enfin, il est rappelé, dans le graphique suivant (budget principal), les montants pluriannuels de la dette à Oudon. Avec l'emprunt contracté en 2022, l'endettement en 2026 devrait rester proche de celui de 2020 (début de mandat).




## 4. Le budget d'Oudon : grandes orientations d'investissement

Concernant les prévisions d'investissement, la Commission Finances du 25 janvier a pu prendre connaissance des projets proposés par les Commissions et a pu proposer un premier nettoyage et étalement sur 2024 et 2025, selon la réalité opérationnelle de l'avancée des projets.

Il est d'abord rappelé qu'une enveloppe de 150 000 € est réservée pour les dépenses récurrentes d'investissement. Elles sont réparties entre les différentes fonctions comme indiqué dans le tableau suivant :

| Fonctions | Détails | |
|---|---|---|
| **0 – Services généraux** | Mobilier :<br>Informatique :<br>Matériel entretien :<br>Restauration registre :<br>Matériel S. Technique :<br>Reprise concession : | 5 000 €<br>10 000 €<br>5 500 €<br>5 000 €<br>5 500 €<br>15 000 € |
| **2 - Enseignement** | Ecole Jules Verne :<br>Matériel Restaurant scolaire : | 10 000 €<br>2 000€ |
| **3 – Culture, sport** | Matériel sport : | 2 000 € |
| **5 – Aménagement du territoire** | Eclairage public : | 30 000 € |
| **8 - Transports** | Réseaux :<br>Aménagement voirie :<br>Mobilier urbain/ signalétique : | 10 000 €<br>40 000 €<br>10 000 € |

Les grands projets pour l'année 2024 seraient :

- La salle des maitres et un préau à l'Ecole Jules Verne ;
- La création d'une arche au 124 rue Fouschard ;
- La rénovation énergétique de l'Ecole Jules Verne ;
- La rénovation de la Gare et l'enfouissement des réseaux dans ce secteur.

Les projets inscrits au Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) sont :

- Le Centre technique municipal ;
- La rénovation du presbytère (futur Pôle Enfance) ;
- La création d'un parcours trail ;
- L'étude de faisabilité pour la rénovation du bâtiment de l'ancienne poste (pôle santé)
- La rénovation énergétique de bâtiment

A ce jour, le PPI n'est pas financé, ni en 2024, ni les années suivantes. En effet, avant le travail de la Commission du 25 janvier, le montant total des projets s'élevait, à 2,9 M€. Sans recours à l'emprunt, et sans tenir comptes des disponibilités sur les budgets annexes (emprunt budget immobilier non consommé), la Commune est en capacité de financer environ 1,5 M€ jusqu'à la fin du mandat.

Une réflexion sera engagée lors de la préparation du budget primitif 2024 pour prioriser tous ces projets, dont certains devront être reportés ou abandonnés.